



UNION LOCALE CGT DU BASSIN DECAZEVILLOIS

Decazeville, le 05 mars 2024

L'union locale CGT du bassin decazevillois s'exprime sur la SNAM et la situation plus générale de notre territoire.

L'incendie de la SNAM qui s'est déclaré sur le site de stockage de batteries (ex-SOPAVE) à proximité de l'usine et son cortège de nuisances constitue un choc tant pour les salariés de la SNAM, qui n'en porte en rien la responsabilité, que pour les nombreux riverains et habitants du bassin.

Pour la CGT, il est nécessaire que tous les enseignements de cet incendie soient tirés dans la plus grande transparence, dès que possible, au sein du comité de suivi de site (CSS) qui réunit la direction de l'entreprise, les services de l'Etat, élus et représentants d'associations du bassin.

La transition écologique engagée conduit à un développement exponentiel de l'utilisation de batteries dans nos usages personnels au quotidien (téléphone, véhicules électriques, télécommandes...). Le choc généré par cet incendie oblige à la responsabilité collective, y compris de l'Etat qui prône le tout électrique, afin que soient engagés tous les moyens techniques et financiers.

Plus globalement, les process de recyclage doivent être sécurisés afin de les rendre respectueux des travailleurs, de la population et de l'environnement en France, comme à l'étranger.

C'est à ce prix que la filière émergente du recyclage, dont fait partie la SNAM qui doit être conforté dans sa croissance, pourra atteindre les objectifs impératifs de développement durable et d'économie circulaire amenant la création de nouveaux emplois sur le site de Viviez.

Un sujet pour lequel la CGT a des propositions qui seront abordées le 28 mai à Paris, à l'occasion des états généraux de l'industrie et de l'environnement, organisés par notre confédération.

Plus que jamais, la CGT réaffirme que les urgences sont sociales et environnementales.

Nous avons une actualité dans le bassin decazevillois à laquelle nous portons tout notre intérêt. En premier lieu, avoir un mot concernant la fermeture des boulangeries Cayla Alcouffe qui était pour nous tous une institution. La CGT tient à saluer le soutien régulier que cette entreprise a pu amener sur les combats menés pour que vive le bassin. Notre union locale apporte tout son soutien aux salariés confrontés à cette liquidation judiciaire et reste disponible pour les aider dans leurs démarches.

D'autres salariés, un autre commerce, pour lesquels des inquiétudes pour l'avenir se font jour, c'est le magasin Géant Casino, Decazeville. La vente du groupe CASINO a été validée par le tribunal de commerce de Paris. Il y a de nombreuses incertitudes sur le volet social du fait de la fermeture envisagée de certains magasins. Nous serons attentifs à la situation des salariés et de ce magasin qui a toujours fait partie de notre paysage.

La CGT va également être vigilante à la situation de Kalhyge avec l'annonce de la vente du groupe dans sa totalité, par la MNH (Mutuelle Nationale Hospitalière) et le rachat éventuel par le groupe de blanchisserie Anett. Avec ce rachat, Anett deviendrait le 2^{ème} groupe français de blanchisserie mais avec quel impact social, c'est l'interrogation.

La CGT réaffirme la nécessité de mesures spécifiques et d'accompagnement de l'Etat, de la Région, pour l'après SAM qui ne peuvent pas se traduire uniquement par le rachat des anciens ateliers. Ces mesures

doivent accompagner l'implantation d'entreprises de différents secteurs mais aussi aider au développement à celles existantes notamment au travers du dispositif « rebond industriel ».

Une énième réorganisation du centre de distribution du courrier, zone du Ruau, est en cours avec encore des suppressions prévues d'emploi de facteurs !

Maintenir et développer une restauration collective locale de qualité, comme à Cransac, est un enjeu pour notre territoire et sa population.

Favoriser l'attractivité du bassin passe obligatoirement par une dynamique économique et l'exigence de conforter l'ensemble des services publics santé, hôpital, éducation, territoriaux, travailleurs sociaux, finances publiques, services postaux, énergie, transports, secours, culture...